

Pratiques du journalisme et parole instituée

Jean Mouchon

*professeur des Universités,
directeur de PRIAM à l'ENS de Fontenay-St-Cloud*

Les pratiques journalistiques sont l'objet de nombreuses interrogations. Devenues centrales dans l'espace public, elles définissent pour une grande part les modalités d'accès à la connaissance des événements. Il n'est donc pas surprenant qu'elles soient jugées à la mesure de leur crédibilité. Si les erreurs ou les manipulations commises à la fin des années 80 et au début de la nouvelle décennie ont laissé une trace vivace dans la mémoire collective, c'est qu'elles apparaissent comme des cas de figure emblématiques pour l'évolution d'un métier en cours de redéfinition structurelle. Pris dans le mouvement général de marchandisation du produit culturel, les médias sont de plus en plus soumis aux règles du marketing qui impose une logique de type commercial. En même temps, la révolution technologique transforme radicalement les pratiques de recueil de l'information au point que les principes enseignés dans les écoles de journalisme, en particulier la vérification et le recouplement des sources, deviennent structurellement difficiles à respecter. Enfin, élément de la culture de masse, l'information est d'un accès inégal sur les différents supports disponibles. La presse écrite perd des lecteurs de manière continue alors que dans le même temps, la télévision acquiert une position quasi monopolistique et modélise un accès

nouveau à l'information par défilement rapide de nouvelles sans lien les unes avec les autres et par choix d'images souvent saisissantes. Largement déterminées par ces facteurs à influence croissante, les pratiques journalistiques se modifient en dépit des résistances de nombreux professionnels inquiets.

Enjeu central de la régulation démocratique, le système d'information est à interroger dans son rapport à ses nouvelles logiques structurantes mais aussi, et sans doute plus fondamentalement, dans les effets de sens qu'elles induisent. Non immédiatement perceptibles, ces derniers impriment une marque durable et participent d'une redéfinition généralisée des formes proposées pour informer. Attentif au primat économique, le chercheur ne peut oublier les autres problèmes soulevés par la restructuration en cours. Interroger la production langagière du journaliste dans son rapport avec la réalité est essentiel tant il est vrai que le produit informatif se définit à l'occasion de choix pour représenter le réel par du discours.

Les pratiques d'interpellation et d'accroche : l'info-marchandise

Travail de réécriture et de reformulation, l'activité du journaliste est par nature un travail sur les formes. De la dépêche d'agence livrée avec la formulation la plus économique possible à la rédaction finale du journaliste s'opère une série de transformations. Selon l'économie à laquelle elle est soumise, deux grandes tendances se dégagent. L'une, classique, porte la marque de la singularité qui caractérise les "grandes signatures", l'autre, en progression, tend à l'uniformisation. L'évolution récente pousse à la réduction des différences, la singularité et l'originalité s'accommodant mal de la production de masse et de la concurrence acharnée au sein du champ médiatique. De plus en plus conçu comme une marchandise, le produit journalistique perd en valeur ajoutée dès lors qu'il n'est plus indissociable d'un projet culturel. Le travail d'écriture du journaliste est alors redéfini dans une perspective de moindre risque pour laquelle l'application de recettes semble la meilleure garantie. Les principes en œuvre dans l'univers publicitaire deviennent la référence. Considéré comme un chaland ordinaire, le lecteur ou le téléspectateur devient la "cible" d'une interpellation. L'espace d'action du journaliste est délimité par cette pers-

« Le produit journalistique perd en valeur ajoutée dès lors qu'il n'est plus indissociable d'un projet culturel »

pective. Retenir l'attention du public à tout prix prend force de loi dans le nouveau code professionnel. Le développement de procédés d'accroche de plus en plus emphatiques en découle : les présentoirs des kiosques à journaux mêlent des titres où la déclinaison exhibitionniste tient lieu de *credo* informationnel et les annonces d'émissions à la radio ou à la télévision jouent d'effets intonatifs grandiloquents à la limite de la caricature. Le formatage en cours semble s'aligner sur les "ficelles" éprouvées de la presse populaire. Les gros effets ont la portée la plus large.

La mise en scène dramaturgique : l'info masquée

Outre ces pratiques voyantes et peu élaborées, d'autres se développent de manière plus complexe en référence aux grandes catégories du discours. Universaux de la communication humaine, le récit et l'argumentation sont à leur tour revisités pour donner plus d'efficacité à la recherche d'audience. La mise en récit de l'information n'est évidemment pas une nouveauté mais l'usage qui en est fait à l'heure actuelle systématise les effets de type interpellatif : le narratif dans le journalisme contemporain se confond avec sa mise en scène dramaturgique. Révélateur de ce nouveau mode d'énonciation, le rapprochement spatial et temporel permis par les nouvelles technologies est exploité dans

« Le direct et le continu sont devenus des modalités énonciatives très appropriées pour répondre à l'impératif de la dramatisation »

des dispositifs qui ont pour seule fin de donner au public l'illusion de participer au déroulement des événements. Le direct et le continu, dans ce contexte, sont devenus des modalités énonciatives très appropriées pour répondre à l'impératif de la dramatisation.

La Cinq, citée au moment de la Guerre du Golfe comme exemple de chaîne qui privilégie l'information, apparaît comme emblématique de la "néo-télévision" en cours d'émergence. Ses sollicitations constantes et la plus grande ouverture de son antenne n'assurent pas pour autant la garantie de l'information. Les pratiques journalistiques actuelles deviennent prisonnières de ce paradoxe. D'un côté, il est indéniable que la possibilité d'informer largement le public est plus réelle que jamais grâce aux facilités techniques et aux formes d'ouverture nouvelles de l'espace public, de l'autre, il reste de grandes parts d'ombre qui appellent explication. Les événements internationaux majeurs survenus à la croisée des deux dernières décennies

du siècle rappellent de manière vive que l'information est enjeu de pouvoir. La hiérarchie implicite des événements établie par les décideurs politiques ou militaires a ses effets sur la transparence de l'information, voire sur la possibilité de sa mise à jour. La censure de l'état-major américain ou les manipulations des successeurs de Ceausescu ne sont pas des épiphénomènes.

La meilleure visibilité informative de la société contemporaine est une donnée qui renvoie d'autant aux exigences professionnelles classiques du journaliste. Le direct et le continu utilisés essentiellement à des fins de captation de l'attention masquent l'amont de la chaîne informationnelle. Le dispositif dont ils constituent la clé-de-voute conduit souvent à faire l'impassé sur l'origine et la fiabilité des sources : le mouvement de fuite en avant ne fait pas bon ménage avec le recul réflexif. L'importance du choix énonciatif apparaît alors essentiel. Les effets dramaturgiques intensément développés à l'occasion des "couvertures" en direct et en continu renforcent la tendance. La diffusion de l'information n'apparaît plus comme la conclusion d'un processus. Le discours fondé sur l'appel constant aux ressorts émotifs accrédite une vision de la réalité telle que la proposent en amont les détenteurs des différents pouvoirs. L'enjeu sous-jacent aux nouvelles pratiques journalistiques concerne la régulation démocratique dans la société à un moment où les flux informatifs tiennent une place de plus en plus marquante.

La leçon des événements récents est de première importance car à travers les cas d'école qui habitent encore l'esprit de beaucoup, le choix reste à faire entre une position d'acceptation, même prudente, d'une information fondée sur l'illusion sensible et une position où elle s'inscrit au cœur du procès social et des rapports de force entre les différents acteurs. Mieux comprise dans ses déterminations économiques, la transition en cours doit aussi être placée sous le regard critique du citoyen. La réception active constitue le contre-pouvoir nécessaire.

L'effet de grille : l'info série

La dramatisation des événements s'accompagne souvent de techniques narratives empruntées à d'autres genres que l'information. La prédominance de la télévision à l'ère de la communication de masse a « La prédominance de la une incidence modélisante. "L'effet de télévision à l'ère de la grille" tend à uniformiser la conception communication de masse des programmes en la rapportant à a une incidence modélisante »

quelques principes éprouvés. Le modèle inspiré des scenarii de feuilletons à l'américaine a laissé son empreinte ces dernières années dans de nombreux domaines de la production télévisuelle. L'information est ainsi revue dans sa manière d'être dite ou écrite. Présentée de plus en plus couramment sous la forme de feuilleton à épisodes, elle privilégie le ressort de la curiosité, réactivée au jour le jour. Chaque été donne lieu à des déclinaisons rocambolesques autour de personnages typés. Avec un héros bravache et insaisissable comme Bernard Tapie ou un héros justicier comme Charles Pasqua, le public est entraîné dans une série d'intrigues suffisamment emmêlées pour pouvoir nourrir la chronique au temps creux de la période estivale. Les épisodes se succèdent dans une similitude confondante sur l'ensemble des médias. Ils livrent leur dose quotidienne de vraies ou de fausses révélations, sans que le public soit à même d'en décider puisque la machinerie narrative prend le dessus sur toute autre préoccupation. Dès lors, le régime d'action devient le régime de visibilité de la réalité. Tantôt, la narration fait suivre les pérégrinations des différents protagonistes à travers les traces électroniques de leur passage sur une autoroute, la carte de paiement automatique faisant foi, tantôt elle attribue des rôles, les bons et les méchants, et justifie les destinées de chacun sur la base de propos officiels protégés par le secret d'État. La scénarisation d'une présentation réduite aux soubresauts de l'action calquée sur des canevas conventionnels occulte la signification de l'information. Derrière les phares du feuilleton, la réalité du problème posé n'est plus visible. Le traitement sous forme de fait divers excitant annihile pour partie la capacité d'exigence que requiert autant l'acte d'informer que celui de s'informer. Pour en rester aux seuls exemples évoqués, ce choix énonciatif brouille la portée des événements à l'occasion de faits qui posent des questions aussi essentielles que les rapports entre l'homme politique et la magistrature ou la détermination d'une politique face aux violences perpétrées au nom de l'intégrisme religieux. La procédure informative rendue à un fonctionnement moins centré sur les effets spectaculaires permettrait d'éviter de valider, volontairement ou non, les plans de communication d'hommes reconnus comme d'agiles utilisateurs des médias.

Portraits et sondages : l'info pré-pensée

La forme narrative, généralement retenue pour présenter l'information, fonde le contrat entre le journaliste et son public.

Répondant à une des motivations premières au besoin de s'informer, elle propose une entrée attractive et une procédure de connaissance simple parce que pratiquée par tous dans la vie quotidienne. La fonction de contact est évidemment essentielle puisque l'information n'existe que dans le cadre d'une transaction. Une fois reconnue et satisfaite cette exigence première du métier, la relation entre la forme et le contenu reste à interroger. Par nature, le récit se prête à l'habillage verbal et à la distorsion du réel, l'imaginaire individuel et collectif donnant caution de vraisemblance à ce qui ne peut être que construction fictive. Une des difficultés de la pratique journalistique tient dans cette tension constante entre deux pôles parfois éloignés : faire plaisir et dire vrai. Sous la pression de la concurrence et de la rapidité imposée par les nouvelles possibilités techniques, le journaliste élaborer son discours selon des modalités qui ne vont pas sans

risques. Pris par l'urgence, il lui est difficile de ne pas céder aux facilités tranquillantes des schémas de pensée préétablis et de ne pas mouler son écriture sur les catégorisations dominantes dans son aire culturelle. Plusieurs exemples édifiants de ces dernières années illustrent cette dérive conduite de manière souvent inconsciente par les intéressés. Essentiel pour le récit, et encore plus s'il s'agit d'un récit sur l'évolution du monde, le portrait est présenté comme un condensé de prêt-à-penser. La stigmatisation par la presse de personnages comme Saddam Hussein ou comme Milosevic cache derrière l'apparence d'une évidence une position politique qui n'est pas détachée des intérêts partisans des puissances occidentales. En participant à la procédure de diabolisation, le journaliste restitue un seul aspect de la réalité et se fait messager de la parole instituée.

Avec des formes différentes, le même phénomène s'observe dans la manière de traiter l'actualité politique dans les pays développés. Reprenant en écho les multiples sondages sur les candidats en compétition pour la reconnaissance publique, le journaliste court le risque de n'être plus que l'auxiliaire ou l'adjutant nécessaire dans le récit de la prise de pouvoir. Une fois encore, l'argument commercial influence la manière d'écrire la réalité. Le sondage, reconnu comme force de vente efficace, devient une arme systématique employée sans discernement

« Une des difficultés de la pratique journalistique tient dans cette tension constante entre deux pôles parfois éloignés : faire plaisir et dire vrai »

dans la compétition entre médias. Le primat de la logique marchande a ainsi pour effet d'imposer une modalité de lecture du monde unique, présentée comme vérité objective puisque fondée sur des données chiffrées. Érigée en nouveau canon pour la couverture du politique, cette pratique maintenant légitimée par la grande majorité des journalistes participe à la redéfinition des règles du débat public. Laissant croire à une rationalité objective dans le domaine de la saisie des opinions, elle masque les opérations de classement et de sélection qui sont en amont. Brevetée par l'évidence instrumentale, elle tend à remplacer le jeu du questionnement et de la mise en perspective des idées par le suivre inlassable de la compétition entre dirigeants de partis ou entre "présidentiables". Propice, certes, au scénario accrocheur du feuilleton populaire, elle a des effets de plus en plus dévastateurs sur les attentes du public relativement à l'échange politique. La logique du marketing répond à des préoccupations de court terme. Son transfert dans le champ de l'expression citoyenne est invalidé par les limites de son horizon tout autant que par ses finalités exclusivement matérielles. Le discours de l'information résulte d'un choix préalable entre l'un de ces deux modèles : la structuration discursive est aussi une vision du monde.

Les pratiques argumentatives

La production journalistique repose sur un certain nombre de savoir-faire opératoires. Conçus pour répondre aux exigences quotidiennes du métier et pour satisfaire la demande supposée du public, ils répondent à des critères assurant la facilité d'écriture en même temps que la facilité de la lecture. Ce souci s'explique et se justifie par sa raison d'être pratique. Dans une perspective au jour le jour, il semble aller de soi que le formatage de l'écriture ou de la parole sur des modèles simplifiés est pertinent pour assurer la pérennité d'un système contraint par la régularité de sa production et nourri la plupart du temps d'urgence,

« Le produit du journaliste a d'inattendu et d'éphémère. Mais, le produit du journaliste a une portée plus large que ce que ce qu'il donne à voir au quotidien. Par la récurrence des formes qu'il adopte et qu'il met en circulation dans la société, il définit un cadre de lecture de la réalité et légitime implicitement son régime de lisibilité. Les émissions d'échange argumentatif à la télévision illustrent parfaitement ce

mode de fonctionnement et d'imposition douce caractéristique des sociétés libérales développées.

Le jeu des questions-réponses : l'info de l'implicite

Les formes usuelles de la parole politique participent de rituels à forte valeur symbolique. Une rétrospective rapide sur l'évolution des genres depuis le début de la V^e République montre la montée progressive des formes dialogiques de préférence au monologue. L'allocution, pour être acceptée désormais, doit s'effectuer dans des situations exceptionnelles où la gravité des propos du chef de l'État justifie son ton solennel. Forme autrefois courante de l'expression des dirigeants, elle est devenue maintenant une parole associée à des temps de crise majeure comme l'engagement dans la Guerre du Golfe l'a récemment montré. Suspectée non sans raison de traduire la relation autoritaire du dirigeant avec les citoyens, la parole unique laisse place à l'échange et à l'expression ouverte à la discussion. Le changement du dispositif énonciatif accompagne la mutation des valeurs collectives et des comportements individuels dans les instances de vie quotidienne. La modification du rapport à la relation hiérarchique dans la famille ou dans le travail et l'élévation du niveau des connaissances pour une grande partie de la population ont à l'évidence influencé la redéfinition de la transaction politique.

La forme canonique est donc maintenant le jeu des questions et des réponses avec des variations de dispositifs dans les grands magazines télévisés. Unaniment légitimé, ce choix prête néanmoins à discussion. La ritualisation qui l'accompagne tend à figer les rôles alloués aux principaux acteurs en présence et, par voie de conséquence, à ceux qui les regardent et les écoutent. Toujours en position d'avoir à répondre, l'homme politique se doit de composer avec la situation où il est placé. Qu'il sache ou qu'il ne sache pas, il est sommé de parler. L'artifice du cadre de relation porte en germe les dérives rhétoriques qui déconnectent le discours de la réalité. Évaluée à l'aune des performances économiques et perçue de toute manière dans ses effets au quotidien, la parole politique se trouve ainsi potentiellement déstabilisée et perd de son crédit dès lors

« La forme canonique est maintenant le jeu des questions et des réponses avec des variations de dispositifs dans les grands magazines télévisés »

qu'elle tourne à vide. Les titres des grands rendez-vous ont valeur emblématique. "L'Heure de vérité" ou "Le Grand jury RTL-Le Monde" définissent par leur formulation même un horizon d'attente en réponse implicite à des croyances plus ou moins partagées. Soumettre le dirigeant politique à l'épreuve de "L'Heure de vérité" est une intention louable de la part du journaliste mais elle laisse planer, en écho à la méfiance populaire, le doute a priori sur la relation entre politique et vérité. De plus, si le temps proposé correspond au format d'une émission de télévision, il ne correspond pas au temps de la réflexion et de la décision politique : l'homologie est trompeuse. Les titres ont des effets de sens différents de ceux sans doute prévus par les concepteurs des magazines dans la mesure où ils renvoient à des références patrimoniales pour le public. Le syntagme "le grand jury" évoque plusieurs univers. Chacun d'entre eux indique la voie d'un parcours signifiant. La connotation judiciaire qui semble la plus immédiate interpelle la parole politique dans le cadre d'un échange où elle a à se justifier. Légitime dans la perspective de la transparence démocratique, cette pratique laisse pourtant planer un doute. Dès lors qu'elle est mise en examen, la classe politique risque de ne guère pouvoir bénéficier de la présomption d'innocence : l'habitus français dans le domaine inciterait à la prudence. Caractéristique de la hiérarchie en usage dans un pays qui se veut par ailleurs porteur des valeurs égalitaires, "le grand jury" renvoie aussi à la culture des grandes écoles : il n'y a pas loin du "grand oral" du concours de l'ENA. Une des publicités de "L'Heure de vérité" jouait d'ailleurs de cette référence pour s'autolégitimer.

La boucle est ainsi constituée que la politique censée être l'affaire de tous se réduit à un exercice formel où se retrouvent côté à côté les "bêtes à concours" de la Haute Administration et la "botte" des journalistes parisiens. La procédure de constitution du sens mérite donc réflexion de la part de tous les acteurs impliqués dans le débat public. La portée des pratiques journalistiques ne se limite pas aux habiletés professionnelles nécessaires pour répondre à l'urgence des tâches quotidiennes. Leur dimension réelle est d'ordre symbolique. Les mots choisis et les modes de discours privilégiés dans l'instant ont des effets à plus long terme. Soumis à la grille d'interprétation du public, ils sont décodés sur la base des valeurs et des références propres aux univers d'appartenance de chacun des groupes qui le composent. Par la visibilité qui est sienne et qui donne poids à sa parole, le

journaliste assure une responsabilité considérable dans la régulation de l'espace public. Sa tâche n'est pas simple dès lors que, médiateur, il restitue les propos des uns à l'intention des autres. Confronté très souvent aux formes élaborées de la communication des différentes instances de pouvoir, sa capacité de discernement risque d'être restreinte. L'objectif politique, qui ne peut s'afficher trop ouvertement, se cache sous des mots apparemment neutres. Leur mise en réseau progressive finit par lui donner une forme de validation naturelle. L'approche sécuritaire, ces dernières années, s'est ainsi imposée progressivement à une majorité de gens habitués à écouter des informations qui associaient en réseau "le casseur", "la banlieue", "la drogue" et "les jeunes immigrés". Le choix lexical participe à la définition de l'idéologie dominante dans la société. Les désignations de métier constituent à cet égard un reflet impitoyable de l'ordre hiérarchique des valeurs. En période d'irré sistible ascension du libéralisme économique, le classement terminologique traduit sans nuances le palmarès social. Certaines fonctions professionnelles sont évoquées de manière systématiquement dévalorisantes ; le juge ou le professeur n'ont droit de cité que dans des syntagmes figés qui les réduisent au rang de "petit juge" ou de "petit prof". Enoncé sous la forme de l'évidence, ces désignations disqualifiantes ne résistent pas à la réalité de la vie sociale. Réduit implicitement au rôle du phraseur et de l'ennuyeux, le "petit prof" se transmuer en "professeur agrégé" de telle ou telle discipline médicale ou scientifique dès lors qu'il est fait appel à lui comme expert à la télévision. Et les récits des misères des "grands patrons" avec les "petits juges" prennent peu à peu la forme d'un affrontement de pouvoir à pouvoir, le judiciaire reprenant place honorable.

« Le journaliste assure une responsabilité considérable dans la régulation de l'espace public »

« Le choix lexical participe à la définition de l'idéologie dominante dans la société »

Le formatage : l'info peau de chagrin

Le choix du lexique et l'usage des genres discursifs en référence à une stratégie énonciative participent de manière déterminante à la construction du sens social. Mais l'effet récurrent de leurs manifestations au jour le jour les impose comme allant de soi ou comme reflet du "bon sens" populaire et gomme insidieusement les procédures de sélection préalables. Il en va de même en ce qui concerne le formatage de la parole à la télévision. Don-

née comme une composante essentielle de l'espace public contemporain, la sphère télévisuelle est rendue prisonnière de règles présentées comme inhérentes aux particularités du médium. Insidieusement, de la recommandation à l'édiction normative se définit un cadrage énonciatif extrêmement prégnant. La stigmatisation répétée du "tunnel" ou de la "langue de bois" conduit naturellement à privilégier le babil de l'animateur au détriment de l'élaboration du raisonnement et la pseudo-évidence du "français fondamental" plutôt que la nécessaire précision des mots. La faillite de la parole politique ou de l'expression des intellectuels est sans doute à résituer dans ce contexte où la crainte inspirée par le téléspectateur-zappeur, en période où s'affichent les courbes d'audience comparées, fait pression pour redéfinir les dispositifs de prise de parole sur des bases minimales. En quelques années, ce sont ainsi les conditions traditionnellement reconnues comme nécessaires à l'expression des idées qui risquent de se trouver mises à l'écart. Le formatage de la parole ne va pas sans porter atteinte au contenu échangé. L'enjeu est d'importance car ces pratiques plus ou moins imposées aux acteurs sociaux participent d'un modèle de communication qui réduit la liberté réelle d'expression.

Logique marchande et logique citoyenne

« De plus en plus déterminés par les impératifs de la logique marchande, les pratiques journalistiques gagnent à être mises en perspective sous l'angle de l'exigence citoyenne »

De plus en plus déterminées par les impératifs de la logique marchande, les pratiques journalistiques gagnent à être mises en perspective sous l'angle de l'exigence citoyenne. Même s'il va de soi que les pressions du travail au quotidien tendent à restreindre les possibilités de donner acte à cette volonté partagée maintenant par de nombreux journalistes, il demeure nécessaire de poursuivre en commun la réflexion autour de cette problématique essentielle pour l'équilibre démocratique. Pour l'aborder, il convient de se dégager du brouhaha conjoncturel et de penser en termes structurels.

Informer représente une fonction essentielle au sein du processus de la délibération publique. Si l'accord sur le principe semble unanime, il reste à examiner les conditions effectives de sa réalisation. Dans une société qui a du mal à retrouver ses assises sous les effets conjugués d'une évolution technologique exponentielle et du pouvoir maintenant sans limites de l'économie

monétariste, l'acte journalistique est devenu un exercice périlleux. Contraint par l'urgence de la production et par les attentes engendrées par l'accélération de la technique, le journaliste se voit très souvent limité dans ses possibilités d'investigation. À n'y prendre garde, la réalité qu'il restitue perd en validité. Se faisant le miroir des représentations dominantes ou cédant à la logique spectatorielle qui préside dans l'audiovisuel, il nourrit le scepticisme populaire et donne argument pour remettre en cause le contrat de confiance à la base de l'échange informatif. Mimant par ailleurs de plus en plus le modèle de la publicité qui privilégie l'interpellation et les accroches émotives, certaines de ses pratiques brouillent les repères et génèrent la confusion. Au moment où le pouvoir politique est questionné dans ses us et coutumes et alors que les juges tiennent le devant de la scène publique, l'exigence de rigueur dans l'information doit prévaloir. Elle ne peut véritablement le faire, par-delà les bonnes paroles de principe, qu'à la condition de s'en tenir aux limites de sa sphère professionnelle. La démocratie est œuvre collective, elle s'élabore au quotidien avec des acteurs sociaux au rôle clairement défini. Le mélange des genres dans ce domaine est risqué : la séparation des pouvoirs théorisée par Montesquieu est un impératif à actualiser. L'information est une fonction essentielle du processus démocratique, elle doit rester indépendante de l'action du décideur, du législateur et du juge. À cette fin, la logique citoyenne est la seule à offrir les garanties nécessaires.

Ramené à sa dimension organique et à sa finalité sociale, l'acte informatif est à penser en rapport avec la complexité du monde contemporain. Dans une période de mutation généralisée marquée par la mondialisation et la globalisation de l'économie, par des migrations sans égal de population des pays pauvres vers les pays riches ouvrant à la multiculturalité et au métissage dans les grandes métropoles autant que par la redéfinition des entités territoriales et des relations entre l'international, le national et le régional ou encore par la redistribution entre temps de travail et temps de loisir, le premier impératif est de réfléchir aux problèmes liés à la méthodologie d'approche de ces phénomènes complexes. Pas plus que l'intellectuel ou le politicien, le journaliste ne peut faire l'économie d'une remise en cause de ses habitudes de pensée. Il n'y a pas d'évidence à ce stade, mais on peut prendre le risque d'avancer quelques principes opératoires. L'information de masse suppose souvent la simplification des problèmes et

contribue à donner une vision du monde réduite et décalée par rapport à la réalité vécue par le public. Les effets de mutations évoquées précédemment relèvent d'une forme d'incertitude liée à leur nouveauté et à leur action déstabilisante pour un ensemble structuré sur des bases qui se révèlent dépassées. L'introduction de la notion d'indétermination au cœur de nombreux problèmes abordés quotidiennement dans les informations devient une nécessité méthodologique. Loin d'engendrer la confusion ou l'incompréhension, cette nouvelle pratique permettrait de distinguer entre le factuel et le processus qui conduit à sa naissance, entre le temps court et le temps qui préside au changement. Le même objectif pour assurer les conditions d'une meilleure compréhension impose d'ouvrir l'espace des points de vue trop souvent restreint à une connivence entre "intellectuels médiatiques" et journalistes issus du même cercle. La difficulté à rendre compte de phénomènes majeurs comme l'exclusion plaide en ce sens. La rapidité et l'ampleur des mutations en cours appelle en retour un nouveau discours de la méthode ■